

Strasbourg Université d'été du MEDEF Alsace.

Fiers d'entreprendre, malgré tout



Jean-Jacques Leguay, président du MEDEF Alsace et Isabelle Barth, directrice générale de l'EM Strasbourg : « Nous pouvons être fiers de ce que nous sommes. » Photo DNA – Cédric Joubert

Plusieurs centaines de chefs d'entreprise et d'acteurs économiques ont participé hier, à l'EM Strasbourg, à l'université d'été du MEDEF Alsace. L'occasion pour le syndicat patronal de remotiver ses troupes et de faire passer quelques messages.

Les patrons alsaciens ne vont pas à l'université d'été du Mouvement des entreprises de France à Jouy-en-Josas ? Pour la seconde année consécutive, celle-ci vient à eux. Jean-Jacques Leguay, le président du MEDEF Alsace, a en effet organisé hier à leur intention une nouvelle

édition de ce rendez-vous syndical qui a vocation à devenir, selon l'organisation patronale, « l'événement incontournable de la rentrée » économique dans la région.

Plusieurs centaines de dirigeants, rejoints par des personnalités d'autres horizons (comme le général de Saint-Chamas, le chef d'orchestre Philippe Fournier, l'ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby Marc Lièvremont ou encore le président du CESE Jean-Paul Delevoye), ont passé la journée sur les bancs des amplis de l'EM Strasbourg pour débattre, réfléchir et échanger sur le thème « reconquérir la fierté ».

Abolition des 35h : «Les esprits ne sont pas prêts»

Car oui, a souligné Isabelle Barth, la directrice générale de l'EM Strasbourg, en ouvrant les discussions, « nous pouvons être fiers de ce que nous sommes, de nos entreprises, de nos collaborateurs, de nos actes de management et de ce que nous faisons quand nous relevons des défis, des challenges ».

Auparavant, Jean-Jacques Leguay est revenu sur l'année écoulée, marquée d'abord par « les incessantes attaques contre les entreprises » puis par « le revirement du gouvernement » en janvier suite, a-t-il expliqué, aux intenses actions de lobbying du MEDEF et des autres organisations professionnelles.

Aujourd'hui, s'est-il félicité, « les tensions sont un peu retombées », mais de nombreux dossiers sont toujours sur la table. C'est le cas par exemple du régime local. Le MEDEF Alsace, a rappelé son président, a « fermé la porte » face aux demandes des syndicats de la région de partager le financement de la complémentaire santé. « Pour notre compétitivité, cela aurait été dramatique », a-t-il estimé.

M. Leguay s'est également dit « prêt à aller voir le préfet » pour plaider la cause des CCI à qui « le gouvernement demande des efforts qui nous semblent exagérés ». « Nous sommes pour régionaliser les CCI mais il faut qu'elles puissent garder une antenne locale ».

Son principal motif de préoccupation reste cependant « la situation économique, très mauvaise. Notre balance commerciale est très détériorée et les investissements sont en décroissance à cause du harcèlement massif des entreprises ». Pour M. Leguay, « la machine a été cassée ». Certes, a-t-il admis, « le revirement du gouvernement est positif mais il faudra du temps pour refaire ce qui a été perdu ».

Le président du MEDEF Alsace a également dit sa satisfaction après le discours de Manuel Valls à Jouy-en-Josas. « Il nous a dit aussi « J'aime le nucléaire », ce qui nous redonne de l'espoir ». Le MEDEF Alsace a en effet pris position contre la fermeture de la centrale de Fessenheim.

« Le Premier ministre nous a demandé aussi d'arrêter de critiquer la France quand nous allons à l'étranger. Dans cette période où on est en train de rétablir une confiance réciproque, je pense qu'il faut que nous y fassions attention. » Dernier point : les 35 heures. « On n'en a pas remis sur la question car les esprits ne sont pas prêts », a expliqué M. Leguay. « Il faudra les abolir mais pour le moment, il faut travailler sur la simplification, l'allègement des charges et la remontée des seuils ». Applaudissements garantis.

O.W.